

Quatre organisations de la FNSEA dénoncent une « cacophonie » gouvernementale

© 26/10/2017 |  Terre-net Média

Quatre organisations de la FNSEA, représentant les producteurs de grandes cultures agricoles, ont dénoncé jeudi la « cacophonie » gouvernementale autour du glyphosate et réclamé du temps et des moyens pour la recherche, avant d'interdire ce désherbant controversé.

« Après le refus de la France de reconduire pour dix ans l'autorisation de mise en marché du glyphosate, les positions n'ont cessé de diverger au sein de l'exécutif. Trois ans pour le ministre de la transition écologique, entre cinq et sept ans pour le ministre de l'agriculture, c'est maintenant au porte-parole du gouvernement d'annoncer que la France serait prête à accepter quatre ans. Quelle cacophonie ! Quelle image ! », ont dénoncé dans un communiqué commun **producteurs de blé, de maïs, de betteraves et d'oléoprotéagineux**.

L'Association générale des producteurs de blé (AGPB), celle des producteurs de maïs (AGPM), la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGPB) et la Fédération des producteurs d'oléagineux et de protéagineux (FOP) critiquent une « remise en question » par le gouvernement et l'Union Européenne de « l'ensemble des éléments scientifiques, visant à décrédibiliser les agences sanitaires nationales, européennes et internationales » et réclament « un discours basé sur la science et non l'idéologie ».

Pour obtenir la « promotion d'un modèle compétitif et respectueux de l'environnement », estiment ces organisations, « il faut mobiliser l'innovation afin de protéger nos productions et nos débouchés, en permettant aux producteurs de grandes cultures d'être à armes égales avec nos compétiteurs ». « Alors revenons à la raison, laissons du temps au temps, donnons les moyens à la recherche et l'innovation », réclament-elles.

Le ministre de la transition écologique Nicolas Hulot défendait une sortie du glyphosate, principe actif du Roundup du groupe américain Monsanto et de ses génériques, d'ici trois ans. Le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, souhaitait une échéance de cinq à sept ans. Finalement, la France a exprimé, par la voix de Maignon, le souhait que le renouvellement de l'autorisation dans l'UE du glyphosate, dont la licence expire en décembre, « n'aille pas au-delà de quatre ans ».